

Traité de Lisbonne

Le Parlement européen a approuvé, le 20 février dernier, à une très large majorité, le traité de Lisbonne et s'est prononcé pour une ratification rapide par les Etats membres afin de permettre son entrée en vigueur le 1er janvier 2009.

Par ailleurs, le Parlement, qui entend jouer un rôle actif dans la mise en application du traité, a chargé Jean-Luc Dehaene (PPE-DE, Belgique) de lui faire rapport sur l'impact des principales innovations institutionnelles qu'il contient. En particulier, les compétences respectives du président du Conseil européen (élu pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois) et le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité commune, leurs rapports avec les autres formations du Conseil ainsi qu'avec le président de la Commission européenne. A noter que les deux premiers devront être désignés avant la fin de l'année pour entrer en fonction le 1er janvier 2009, alors que le président de la Commission européenne, comme celui du Parlement européen, ne sera désigné qu'après les élections au Parlement de juin 2009.

Partenariats public-privé institutionnalisés

Comme annoncé dans sa communication du 20 novembre 2007 sur les SIG, la Commission a publié, le 18 février dernier, dans une communication (C(2007)6661) des éléments d'interprétation pour la création des partenariats public-privé institutionnalisés (PPPI). Les PPPI sont "une coopération entre partenaires publics et privés qui établissent une entité à capital mixte qui exécute des marchés publics ou des concessions". Le partenaire privé est associé à toutes les phases du projet, supporte des risques traditionnellement pris en charge par le secteur public et contribue souvent au financement. Pour répondre à la demande de sécurité juridique des PPPI, la communication explicite le droit communautaire qui s'applique lors de la sélection des partenaires privés des PPPI et précise que celui-ci n'exige pas une double procédure (pour la sélection du partenaire privé, puis pour l'attribution du marché public ou de la concession).

http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/ppp/comm_2007_6661_fr.pdf

Réseau de radios européennes

Un consortium de seize radios de treize pays de l'UE coproduira et diffusera quotidiennement, et simultanément, des programmes consacrés aux questions d'actualité et de société dans les vingt sept pays de l'Union. Ce réseau, qui fonctionnera à partir du mois d'avril, diffusera d'abord en dix langues et, d'ici cinq ans, dans les vingt trois langues de l'UE. D'autres radios pourront se joindre au consortium.

Cour de justice

SIEG de l'assurance maladie privée: égalisation des risques sur un marché: Dans un arrêt T-289/03 du 12 février dernier, dit BUPA, le Tribunal de première instance dit que le système d'égalisation des risques (RES) entre assurances .../...

Treaty of Lisbon

On 20th February 2008, the European Parliament approved, by a very large majority, the Treaty of Lisbon and called for an early ratification by Member States to clear the way for its coming into force on the 1st of January 2009.

In addition, the Parliament, which intends to play an active role in the implementation of the treaty, has appointed Jean-Luc Dehaene (EPP-ED, Belgium) to prepare a report on the impact of major institutional innovations included in the Treaty. In particular, the respective powers of the President of the European Council (elected for a two and a half year term, renewable once) and the EU's High Representative for the Common Foreign and Security Policy, their relationships with the other Council structures and with the president of the European Commission. It should be noted that the first two will have to be appointed before the end of the year for them to take office on the 1st of January 2009, while the president of the European Commission, like that of the European Parliament, will be appointed after the Parliamentary elections in June 2009.

Institutionalised public-private partnerships

As announced in its Communication published on the 20th November 2007 concerning SGI, the Commission has published, in a communication (C (2007) 6661) dated 18th February 2008, a series of elements to be taken in the interpretation in the creation of institutionalised public-private partnerships (IPPPs). IPPPs are a "cooperation between public and private partners to establish a mixed capital entity that carries out public procurements or concessions." The private partner shall be involved in all phases of the project, assumes risks traditionally borne by the public sector and often contributes to the funding. In order to meet the demand for legal certainty of IPPPs, the communication explicitly states the Community law, which shall apply in the selection of private partners IPPPs and specifies that it does not require a dual procedure (for the selection of the private partner, and then for awarding of the contract or concession).

http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/ppp/comm_2007_6661_en.pdf

European radio network

A consortium of sixteen radio broadcasters from thirteen EU countries will co-produce and broadcast, daily and simultaneous, programmes on topical and societal issues in the twenty seven countries of the Union. This network, which will start operating from April, shall first broadcast in ten languages and, within five years, it will operate in twenty-three languages of the EU. Other radios are welcome to join the consortium.

Court of Justice.

SGEI in private medical insurance: risk equalisation in a market: In its judgement T-289/03, known as BUPA, of 12th February 2008, the Court of First Instance ruled that the risk equalisation scheme (RES) between .../...

maladie privées (AMP) établi par l'Irlande est nécessaire et proportionné pour compenser les assureurs tenus d'assurer au même prix toute personne vivant sur le territoire irlandais, indépendamment de son état de santé, de son âge ou de son sexe. Le Tribunal dit que la Commission avait eu raison de considérer que le RES ne relevait pas des interdictions d'aides d'Etat. Ce très long arrêt discute, au regard des articles 87.1 CE, 86.2 CE et de l'arrêt Altmark, les questions de la définition d'un SIEG, de l'attribution d'une mission SIEG et de sa compensation, du contrôle de l'erreur manifeste.

Ainsi, le Tribunal relève qu'en droit communautaire, "il n'existe ni de définition réglementaire claire et précise de la notion de mission de SIEG, ni de concept juridique établi" (165, 167), que "les Etats membres ont un pouvoir discrétionnaire dans la détermination des SIEG et que la définition par un Etat membre ne peut être remise en question par la Commission qu'en cas d'erreur manifeste" (points 166, 169). "Cette prérogative de l'Etat membre concernant la définition des SIEG est confirmée par l'absence tant de compétence spécialement attribuée à la Communauté que de définition précise et complète de la notion de SIEG en droit communautaire. [...] Cette répartition des tâches est en outre reflétée [...] par l'article 16 CE" (167), "il résulte d'une mise en balance des objectifs du [SIEG] et des intérêts impliqués que ces objectifs doivent primer le besoin de faciliter l'accès au marché" (302). La dérogation (article 86, paragraphe 2) "ne pourrait jamais produire ses effets si son application devait en même temps assurer le plein respect des règles auxquelles elle est censée déroger" (318).

Le contrôle de la Commission "est limité à la recherche d'une erreur manifeste [...] quant à la manière d'assurer que la mission SIEG puisse être accomplie dans des conditions économiquement acceptables" (268) et "le contrôle du Tribunal doit se limiter à vérifier si ces mesures sont manifestement inappropriées par rapport à l'objectif poursuivi" (269).

Le Tribunal précise aussi que "l'attribution d'une mission SIEG peut [...] également consister en une obligation imposée à une multitude, voire l'ensemble des opérateurs actifs sur un même marché" et non pas qu'un opérateur "se voie accorder un droit exclusif ou spécial" (179). De plus, "il ne découle pas du droit communautaire que pour pouvoir être qualifié de SIEG le service en cause doive constituer un service universel au sens strict" (186). "Le caractère obligatoire du service et, partant, l'existence d'une mission SIEG sont établis si le prestataire est obligé de contracter, à des conditions constantes, sans pouvoir écarter l'autre partie contractante. Ce dernier élément permet de distinguer le service relevant d'une mission SIEG de tout autre service fourni sur le marché et partant toute autre activité exercée sur le marché" (190). Enfin, si les charges entre assureurs "n'étaient pas égalisées, le fonctionnement de la tarification commune visant à une répartition égale des risques entre assureurs AMP pour permettre la subvention croisée des primes entre les générations serait entravée" (point 236), "la légalité des règles qui régissent [le] fonctionnement [du RES] ne sauraient être remise en cause" (237).

Cet arrêt insiste sur le pouvoir discrétionnaire des Etats membres en matière de fourniture, exécution et organisation des SIEG, et, semble donc anticiper les effets du protocole sur les SIG annexé au traité de Lisbonne. Il apporte aussi des précisions sur l'erreur manifeste à la fois au plan de la définition et de la compensation, en encadrant les prérogatives de la Commission. Il apporte également un début de réponse à la question du mandat posée par la directive services, notamment en matière de SSIG : "si l'accomplissement de la mission est confié à tous les opérateurs actifs sur le marché, l'on ne saurait demander que chacun des opérateurs soumis aux obligations AMP se voie confier séparément ladite mission par un acte ou un mandat individuel" (183).

the private medical insurances (PMI), set up by Ireland is a necessary and proportionate means of compensating insurers required to cover, at the same cost, all individuals living in Ireland, independently of their state of health, age or sex. The Court said that the Commission was right to consider that the RES did not fall within the proscriptions of state aid. This lengthy judgement tackles, in the light of Articles 87.1 CE, 86.2 EC and the Altmark judgement, issues concerning the definition of an SGEI, the assignment of an SGEI's mission as well as its compensation and the verification of manifest error.

The Court observes that, as regards Community law, "there is no clear and precise regulatory definition of the concept of SGEI's mission nor established legal concept" (165, 167), that "Member States have a discretion to define what they regard as SGEI and that such definition can be questioned by the Commission only in the event of manifest error" (paragraphs 166, 169). "This Member State prerogative concerning the definition of SGEIs is confirmed by the absence of any competence specially attributed to the Commission and by the absence of a precise and complete definition of the concept of SGEI in Community law. [...] This division of powers is also reflected [...] in Article 16 EC" (167) "is a necessary consequence of the weighing up the objectives of the [SGEI] and the interests involved that those objectives must take priority over the need to facilitate access to the market" (302). The exemption (Article 86, paragraph 2) "could never be effective if its application were, at the same, be required to ensure full compliance with the rules to which it is supposed to derogate" (318).

The Commission's verification "is limited to finding a manifest error [...] as regards ensuring that the SGEI's mission is to be achieved under economically acceptable conditions" (268) and "the Court's assessment is limited to determining whether those measures are manifestly inappropriate as regards the objective pursued" (269).

The Court also states that "the attribution of an SGEI mission may [...] also consist in an obligation imposed on a large number of, or indeed on all active operators on the same market" and not "special or exclusive right conferred on a single operator" (179). Moreover, "it does not follow from the Community law that, in order to be qualified as an SGEI, the service in question must constitute a universal service in the strict sense" (186). "The compulsory nature of the service and, accordingly, the existence of an SGEI mission are established if the service-provider is obliged to contract, on consistent conditions, without being able to reject the other contracting party. That element makes it possible to distinguish a service forming part of an SGEI mission from any other service provided on the market" (190). Finally, if the burdens among insurers "were not equalised, the functioning of the community rating aimed at an equal allocation of risks between PMI insurers to enable the cross-subsidy of premiums between the generations would be impeded" (paragraph 236), "the legality of the rules governing [its] operation cannot be questioned" (237).

This judgement emphasises the discretionary powers of Member States regarding the provision, implementation and organization of SGEI, and thus appears to anticipate the effects of the Protocol on SGI annexed to the Treaty of Lisbon. It also provides information on the manifest error on both the definition and compensation, by overseeing the prerogatives of the Commission. It, further, provides the initial stage of the response on the question posed by the Proxy Services Directive, particularly with regard to social services: "if the achievement of the mission is entrusted to all active operators on the market, it follows that, there can be no requirement that each of the operators subject to the PMI obligations be separately entrusted with that mission by an individual act or mandate." (183).